

## **AUTONOMES ET COMMANDOS AUTONOMES AU PAYS BASQUE SUD**

Cet article reprend de larges extraits d'une introduction, rédigée par Emilio Adan Lopez, au livre *Autonomoekin solasean (Entretien avec des autonomes)* de Jexus Arrizabalaga, éditions Txalaparta, 1997. Il est écrivain en langue basque, historien des mouvements politiques et sociaux au Pays basque et militant révolutionnaire.

Traduction : Kristine

**L'Autonomie au Pays Basque Sud a correspondu à une période de luttes populaires très intenses de 1968 à 1977 : c'est dans un climat de bouillonnement social et d'euphorie révolutionnaire qu'elle s'est ancrée et développée. Mais cette dynamique a décliné à la fin des années 70. Or c'est précisément au cours de ces années de recul que s'est menée la lutte armée clandestine de l'Autonomie – les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA) -, avec des conséquences tragiques pour ces militants à qui manquaient alors l'élan et le support des mouvements sociaux : ils subirent une répression terrible et le Mouvement de Libération National Basque (MLNV) se retourna contre eux.**

### **1968-1977 : Des acteurs directement immergés dans les luttes sociales**

L'Autonomie a trouvé son terrain en Euskadi, nation dominée, et elle s'est battue pour la liberté des travailleurs du Pays Basque en s'attachant à un seul processus, celui conduisant à la révolution sociale et à l'indépendance sans Etat.

Le point de rencontre naturel est l'usine. Au cours des dernières années du franquisme, le Syndicat Vertical est déjà dépassé, les travailleurs créent des structures nouvelles et fonctionnelles.

L'Assemblée est le lieu principal et primordial : c'est là où on discute de tous les sujets et où se débattent et se décident les actions. Pour développer un travail suivi, les travailleurs élisent leurs Commissions, les militants les plus motivés forment des Comités ou des Conseils d'usine ; mais l'Assemblée est seule souveraine. Après un travail incessant de deux ou trois ans, les luttes populaires les plus intenses se déroulent de 1974 à 1977 et sont riches de pratiques sociales solides. Conseils d'usine et Assemblées ont alors le vent en poupe. Ces dernières se transforment en outils permanents et c'est en fonction d'elles que s'articule le mouvement des travailleurs. Partis et syndicats se voient obligés d'accepter l'auto-organisation ouvrière.

La lutte se propage aussi dans les rues, dans les villes, où se créent des Assemblées de voisins et des Comités de quartier, pour des combats urbains en lien étroit avec le mouvement ouvrier. D'autres pratiques collectives se mènent sur les terrains de l'antinucléaire - lutte contre la centrale de Lemoniz (cf. encart 1) -, de l'antimilitarisme, du féminisme, de l'amnistie des prisonniers, de l'antirépression...

Sans stratégies prédéterminées venues d'en haut, le peuple lui-même trouvait sa voie. Il n'est donc pas surprenant que les autonomes, très impliqués dans ces dynamiques d'autoorganisation et participants actifs des assemblées, se soient sentis forts et pleins d'espoir. D'après les témoignages des protagonistes d'alors, ils étaient très optimistes : « La démocratie bourgeoise n'est pas encore garantie et nous avons l'espoir d'un changement social profond accompagnant la sortie du franquisme, un changement qui dépassera la démocratie bourgeoise. »

Dans ce contexte, la violence était admise pour répondre tant à la police qu'aux mouchards et pour réaliser des sabotages dans l'usine. La lutte armée, dans la mesure où elle apparaissait légitime - et elle l'était face au fascisme -, était généralement acceptée. Elle l'était pour la plupart des autonomes, en tant que réponse juste, soutien et extension des luttes et nécessité inexorable pour abattre le système capitaliste. L'option de ETA leur paraissait justifiée au Pays basque, mais ils envisageaient autrement la relation entre population et militants et la voie vers l'indépendance. Mais ils eurent toujours un grand respect pour ETA.

### **Idéologie, groupes et coordination**

Leur idéologie, ou plutôt, puisque les autonomes n'admettent aucune idéologie figée, leur vision des

choses va se tisser au cours de ces années d'intense activité. Antiautoritaires, ils se positionnent contre l'Etat, l'Eglise, l'Armée et contre le léninisme et ses conséquences autoritaires. Ils s'opposent aux avant-gardes dirigistes et en particulier aux partis et syndicats, parasites de la classe ouvrière. Ils prônent la pratique de la démocratie directe, qui est au coeur de l'Assemblée, et la nécessité de coordonner toutes les initiatives populaires. Anticapitalistes, ils combattent non seulement l'exploitation ouvrière mais aussi la démocratie représentative, les élections, l'éducation et la morale dominantes. Ils refusent tout compromis avec la bourgeoisie, y compris basque, et préconisent une avancée globale, et non par étapes, vers la libération d'Euskadi. Pas question d'adopter une tactique frontiste interclassiste ou de revendiquer comme étape provisoire un Statut d'Autonomie. Pour eux, l'alternative est l'autoorganisation fondée sur la liberté individuelle.

Si on cherche des référents idéologiques à l'Autonomie, il faut citer l'anarchisme et le marxisme de conseils (cf. encart 2). Mais il serait vain de chercher une idéologie unique à l'origine de l'Autonomie. C'était l'environnement concret de lutte qui donnait les bases ; les formes idéologiques ne venaient qu'après, comme éléments expliquant, complétant et enrichissant ce qui se faisait, mais jamais comme guides.

Toutes sortes de gens se retrouvaient dans la mouvance autonome, beaucoup sans étiquette organisationnelle précise, mais aussi des militants de groupes organisés. Ce n'est pas étonnant puisque, de 1974 à 1977, le mouvement assembléaire constituait la force la plus grande au sein des entreprises et dans les luttes urbaines ; les partis réformistes eux-mêmes étaient obligés de prendre en compte cette dynamique. Les assemblées n'étaient pas spécifiquement le fait des autonomes, mais tous y étaient impliqués.

### **Crise de l'autonomie populaire**

Mais la réalité de la société n'était pas uniquement celle que connaissaient et impulsaient les militants. En temps de lutte, conservateurs et réactionnaires se taisent et ne se voient pas. Mais ils apparaissent dès que l'occasion leur en est donnée. Or, ces gens ont légitimé la Réforme (1) dans l'Etat espagnol, qui s'implante à partir de 1978, et qui marque la victoire du réformisme. La radicalité ouvrière et populaire ne résultait donc pas d'une maturité consciente irrépressible mais n'était qu'une expression temporaire.

Ainsi, le réformisme, les tendances conservatrices, l'inertie historique et la peur de la révolution revinrent, et pour longtemps. C'est ce changement réformiste de la situation générale qui est la toile de fond de la crise de l'Autonomie. Il y a aussi trois causes concrètes et immédiates : la très forte répression ; les problèmes internes, en particulier pour se coordonner rapidement et à une vaste échelle ; l'influence pernicieuse des partis et des syndicats (à l'époque ELA – syndicat proche du Parti Nationaliste Basque -, les Commissions Ouvrières, l'UGT), qui dynamitèrent et minèrent de l'intérieur les mouvements assembléaires : il s'agissait pour ces syndicats que les choses reviennent à la « normale », donc d'éliminer le protagonisme direct des travailleurs et de laisser les assemblées désarmées afin de devenir les seuls interlocuteurs du capital.

### **Contre l'alternative KAS et les relations avec le MNLV**

Si la base sociale de l'Autonomie a souffert de l'offensive du syndicalisme réformiste, le fossé la séparant du nationalisme basque radical, le MLNV, ce vaste mouvement autour d'ETA, s'est creusé encore plus profondément. Le MLNV n'accepta pas non plus la Réforme. Ses militants étaient abertzale et révolutionnaires, sur des bases léninistes. Les premières années, l'influence de la dynamique assembléaire au sein du MLNV fut notable. Mais à partir de 1978, celui-ci a mené contre l'Autonomie une offensive impitoyable qui l'a affaibli, affectée et démoralisée. A vrai dire, c'est l'Autonomie qui a mené la première attaque, sur le terrain de la critique politique. Les Autonomes et les Commandos Autonomes ont rejeté l'alternative KAS (2) : « (Elle) propose des points minimaux pour arriver à la démocratie bourgeoise ; pour nous, il ne faut rien offrir à la bourgeoisie ; ce qu'il faut faire, c'est étendre et approfondir la lutte, directement contre le pouvoir. » (1978). Le MLNV n'a pas apprécié ces critiques sévères qui venaient sur sa gauche. Dans la pratique, la coalition politico-électorale du MNLV fondée en 1978, Herri Batasuna (HB), défait des

assemblées, de l'intérieur, dans les espaces qu'elle contrôlait, et utilisait pour cela le poids moral et politique de ETA. Certains autonomes firent face, mais la majorité ne souhaitait pas aller clairement et directement à l'encontre du mouvement basque organisé. Beaucoup pensaient que l'Autonomie pouvait se vivre aussi au sein du MLNV, au vu des signes assembléaires observés dans HB et dans les groupes du MLNV. En général, bien que l'Autonomie ait critiqué très sévèrement le MLNV, elle a essayé de coexister avec lui comme avec un compagnon de lutte. Mais le plus grand obstacle dans les relations entre autonomes et MLNV a été l'existence des Commandos Autonomes Anticapitalistes, qui furent une partie de l'Autonomie, pas forcément la plus importante, l'important ayant été ce vaste mouvement social dans lequel l'Autonomie s'était profondément ancrée. De toute façon, les expressions armées ont toujours eu une place particulière ; les médias leur accordent une attention privilégiée et le rôle central que le MLNV donne à ETA se reflète dans le point de vue que ses militants ont sur d'autres mouvements. C'est ainsi que les Commandos ont acquis un protagonisme particulier.

### **Les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA)**

Malheureusement, les CAA font leur apparition quand l'autonomie sociale militante est au sommet de la vague, en 1976, et prête à chuter. Ceux qui acceptèrent le très dur engagement de la clandestinité armée le firent au pire moment, quand l'infrastructure de leur lutte était condamnée à s'affaiblir ; ce qui condamnait le groupe armé lui-même.

Les autonomes avaient l'habitude de réaliser des actions dures, quoique non militaires : manifestations violentes, sabotages... Alors que la situation leur paraissait pré-révolutionnaire et afin d'orienter efficacement la violence naturelle et spontanée qui surgissait des assemblées, ils se lancèrent dans la lutte armée. De leur point de vue, elle devait se faire de bas en haut, en lien direct avec les luttes des travailleurs. La stratégie étant de donner la priorité au protagonisme populaire dans la révolution, au peuple qui s'autoorganise, à l'autonomie de la classe ouvrière, les actions armées, leurs formes et leurs objectifs se faisaient en fonction des discussions et décisions du mouvement assembléaire. Mais la lutte armée a des règles très lourdes ; elle ne s'improvise pas de manière spontanée. Pour commencer, il faut compter avec les militants et les armes nécessaires. Lors de la naissance des Commandos, ceux qui venaient de ETA avaient le matériel, l'infrastructure et l'habitude de la clandestinité. En 1975-76, se fait la première convergence avec des minoritaires de ETA VI, des gens de LAIA-EZ et les berezi (commandos spéciaux) de ETA-PM (3). Les deux premiers groupes avaient un point de vue libertaire et étaient autonomes dans le sens social et politique du terme. Pas les berezi. Pour eux, l'autonomie était que chaque commando ait sa liberté d'action, sans besoin du mandat de quiconque. La contradiction entre sensibilités et idées quant aux priorités, aux façons d'envisager la lutte, perdura dans l'histoire des Commandos. Celle-ci connut une multitude de problèmes. La répression, bien sûr, fut terrible, d'autant que l'efficacité policière allait croissant parallèlement à la force atteinte par ETA. Les commandos avaient une infrastructure bien moindre et dans cette course ils furent perdants. Par ailleurs, le rêve de l'Autonomie et la cruelle réalité n'étaient pas sur le même plan : l'habitude assembléaire et les contraintes de la clandestinité ne sont pas très compatibles. Si le mouvement populaire avait continué, la dynamique extérieure aurait pu permettre de surmonter les problèmes internes ; ce ne fut pas le cas. Mais les plus grosses difficultés vinrent de l'existence de ETA et des événements liés à la pratique armée. Au sein des CAA, il y eut de grands débats sur l'objectif de la lutte armée. A la position claire du début, à savoir donner un prolongement à la violence spontanée qui s'exerçait dans les luttes ouvrières et populaires, s'ajouta bientôt la nécessité de l'action antirépressive. Or la répression, rapidement, se centra sur ETA. Fallait-il ou non prendre les policiers pour cibles ou bien les actions ne devaient-elles se faire qu'autour des formes d'expression du mouvement populaire ? Les actions antirépressives furent acceptées et cela induisit une position très spéciale vis-à-vis d'ETA : par solidarité, les CAA effectuèrent des attentats en réponse à la répression subie par ETA. Celle-ci, en revanche, ne voyait pas d'un bon oeil ces actions qu'elle jugeait parasitaires ou des déviations dangereuses au regard de la lutte qu'elle-même menait.

Dans les premiers temps, les CAA eurent vis-à-vis de ETA une attitude similaire à celle de

l'Autonomie à propos du MLNV : ils critiquaient ETA pour son léninisme, ils n'acceptaient ni le programme KAS ni ses conséquences, lui reprochant une tactique des petits pas, mais ils avaient pour ETA et ses militants un grand respect et ils manifestaient le désir de fonctionner avec eux. Au début, ce fut possible, mais cela provoqua bientôt des débats et des affrontements. Ainsi, en 1979, une division se fit au sein des CAA, le noeud du conflit étant l'attitude vis-à-vis de ETA. Pour les uns, partisans de l'Autonomie traditionnelle, pas question de travailler avec ETA-M (militaire), « élitiste », « avant-gardiste », « autoritaire » et « poursuivant une tactique de négociation assimilable par la bourgeoisie. » Ces Commandos acceptent néanmoins la solidarité avec ETA et les actions directes contre la répression, mais ils ne veulent rien avoir à faire avec le programme KAS ni avec les structures et la discipline du MLNV. Pour les autres, en revanche, l'autonomie n'est que le fonctionnement autonome de chaque commando et il suffit, pour être autonome, de se déclarer pour le socialisme et l'indépendance et d'accepter l'auto-organisation. Ce qui est, selon eux, totalement compatible avec l'alternative KAS et avec le fait d'aider et d'accepter les partis et syndicats du MLNV. Ces deux courants, apparus dès le début, se sont maintenus jusqu'au bout.

### **Vengeance jusqu'à la fin**

ETA répondit sans douceur aux critiques. Elle considérait les autonomes comme des parasites de sa lutte et, de plus, supportait très mal une compétition sur le terrain armé. Le MLNV et ETA assimilèrent très vite les critiques idéologiques des autonomes à un complot policier ; objectivement, disaient-ils, ces critiques affaiblissent la révolution ; ce qui leur permettait de conclure, en un syllogisme facile, que ce sont des ennemis de la révolution qui les portent. Ainsi l'adversaire politique passe-t-il facilement pour un auxiliaire objectif de la Police, voire un agent provocateur. Cette perception policière de l'Histoire, ETA et le MLNV l'ont rapidement adoptée et jusqu'à ses ultimes conséquences. Voici un des premiers communiqués de ETA, en 1979 : « Les actions (des CAA) sont un danger réel de contre-position négative au processus révolutionnaire basque entrepris par les forces de KAS. Mener en Euskadi une action armée dirigée démocratiquement par les travailleurs est une absurdité totalement non viable » - ce qui est, jusqu'ici, une critique idéologique et stratégique parfaitement licite ; mais le communiqué poursuit - : « Les CAA, par leur structure plus ou moins anarchiste, sont très accessibles à l'infiltration de la Police et des agents à la solde des services d'information espagnols qui provoqueraient ainsi une série d'actions destinées à enlever prestige et crédit à ce processus de lutte armée. Aussi ETA pourra-t-elle penser que ce sont des groupes promus et appuyés par la tolérance répressive avec l'objectif de se servir d'eux pour contrecarrer le potentiel de la lutte armée de ETA ».

C'est dans ce contexte qu'eurent lieu les dernières étapes. En février 1984, les Commandos autonomes tuent Enrique Casas. Un mois plus tard, à Pasajes, la Police élimine froidement le commando qui a commis l'attentat. C'est la fin des CAA, frappés par la répression, sans base sociale forte et haïs par le MLNV. Casas était un sénateur de Guipuzcoa, tête de liste pour les élections autonomiques à venir et membre du Conseil de Sécurité créé par les gouvernements central et autonome. Pour les CAA, Casas était un des plus importants responsables de la guerre sale qui sévissait très durement à cette époque : le gouvernement espagnol, par le biais des GAL (Groupes antiterroristes de libération), avait commencé sa politique de chasse et d'élimination des réfugiés au Pays Basque Nord. A la mort de Casas, les CAA communiquent qu'ils ne vont pas tolérer plus de séquestrations et d'assassinats et ils rappellent les noms de Lasa, Peru, Zabala et Stein, assassinés par les GAL. L'action apparaît donc clairement comme un acte de solidarité des CAA envers les réfugiés. Mais ETA et le MLNV ne l'acceptent pas ainsi. Les médias accusent ETA d'être l'auteur de l'attentat et tous les partis constitutionnels profitent de l'occasion pour attaquer durement HB, ceci à la veille des élections. En demandant à qui profite ce crime, ETA et le MLNV lancent de graves accusations, dénonçant les auteurs comme des instruments d'une provocation policière, voire des policiers. HB communique : « Condamnation la plus ferme...Provocation claire ...Intention claire de boycotter la campagne électorale.... Derrière cela et derrière beaucoup d'autres actions qui se mènent ces derniers temps, il doit y avoir des fils occultes, étroitement reliés aux centres

d'information qui dirigent le processus de Réforme de l'Etat espagnol... (La mort de Casas) est la dernière action de la guerre sale.... ». La conséquence la plus terrible de ces accusations survient après la tuerie de Pasajes. Le MLNV avance alors que les assassinats perpétrés par la Police avaient un but clair : abattre les témoins afin d'occulter définitivement la sale manoeuvre policière de ceux dont le commando autonome éliminé avait fait partie ! Pour les autonomes, les propos du MLNV furent ressentis comme une terrible et inoubliable offense. Mais c'est ainsi que resta figée pour toujours la position officielle du MLNV sur les autonomes : au mieux, quelques anarchistes marginaux qui ne faisaient que remuer la merde ; au pire, une manipulation policière pour affaiblir ETA et le MLNV.

En avril 1987, ce sont les événements de Portugaleta. Des jeunes lancent des cocktails-molotov contre la mairie du PSOE, causant des morts et des blessés parmi ceux qui s'y trouvaient. Là encore, on est en période électorale. Parmi les lanceurs des cocktails, certains appartiennent au Collectif « Mendeku (« Vengeance »), le même nom que celui du commando qui avait réalisé l'attentat contre Casas. A cette époque, l'espace de l'Autonomie n'est plus celui des travailleurs ou du grand mouvement des assemblées urbaines. Mais des jeunes, qui se revendiquent libertaires, travaillent à un niveau plus modeste : logement, locaux, concerts, antimilitarisme, etc... Ils s'organisent contre tout type d'autorité, y compris le contrôle de HB. Ces « anarchoïdes » que HB trouve louches n'acceptent pas l'alternative KAS, et Jarrai (organisation des Jeunes de HB) les rejette. Comme les autonomes d'avant, ces jeunes libertaires sont solidaires avec les militants de ETA poursuivis par la police. Ceux de Portugaleta ont eu l'idée de lancer des cocktails quand deux réfugiés ont été livrés à l'Espagne par la Police française. A nouveau, les médias accusent ETA et HB, et ceux-ci reprennent leurs arguments antérieurs : « La Police et la Garde Civile savent parfaitement que le groupe « Mendeku » a été et reste l'ennemi idéologique et politique de HB. L'action des cocktails molotov à Portugaleta ressemble beaucoup à la provocation politique qui a abouti à la mort de E. Casas, réalisée de la même façon par des groupes idéologiques ennemis de HB et, comme par hasard, en période électorale. » Se servant du motif de Portugaleta, ils reviendront sans cesse sur le sujet, avec des outrances ridicules. Pour exemple, une citation tirée d'un texte de Floren Aioz, porte-parole de Jarrai. Comparant l'assassinat de Casas avec l'incendie du Reichstag provoqué par les nazis (!), il écrit au sujet de la mort du sénateur du PSOE dans un texte intitulé « Portugaleta ou l'histoire d'une provocation » : « Il est mort aux mains d'un groupe d'ultragauche, les Commandos Autonomes Anticapitalistes, totalement étranger et opposé par son idéologie et sa pratique au MLNV. Ce groupe, les CAA, a probablement été infiltré dans cette action, mais pour le moment, on ne sait pas pourquoi la Police espagnole les a liquidés physiquement plus tard à Pasajes, à l'exception d'un seul ».

### **Le futur, s'il y en a un, est le nôtre**

Les autonomes ont continué à lutter pour leurs idées et leurs objectifs, guidés par la même soif de justice. Les relations conflictuelles avec le MLNV se sont poursuivies. Certains militants se sont sentis abandonnés ou marginalisés dans les prisons et les villages ; d'autres, en revanche, se sont investis à fond dans des collectifs du MLNV.

Les autonomes ont perdu leur pari à propos de la révolution, mais cela ne veut pas dire que leurs valeurs n'étaient pas adéquates. La victoire a peu à voir avec la justice. La révolution, si elle se fait, viendra par le chemin qu'ils ont défendu.

### **Notes**

1 - La Loi pour la Réforme politique présentée par le gouvernement Suarez est adoptée par le Parlement en novembre 1976 et par le peuple espagnol lors du référendum de décembre 1976, avec un taux d'abstention très élevé au Pays Basque. Cette Réforme est le pilier de ce que les élites post franquistes ont appelé la transition démocratique. Elle signe le passage de la dictature franquiste à la « jeune démocratie » monarchique, enterrant les espoirs de la classe ouvrière et du peuple basque de faire valoir leurs libertés.

2 – L'alternative KAS (Coordination abertzale socialiste) de 1976 est une plate-forme du MLNV qui présente cinq points à négocier avec l'Etat espagnol : l'amnistie pour tous les prisonniers politiques basques ; les libertés démocratiques ; le retrait des forces militaires et policières espagnoles ; l'amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière ; un statut d'autonomie.

3- En 1974, ETA scissionne en deux branches, l'une dite « ETA militaire » et l'autre, « ETA politico-militaire » ; celle-ci privilégie la voie politique, subordonnant la voie militaire à celle-ci.

#### Encart 1 : **La lutte antinucléaire**

Elle fut d'une grande ampleur. L'objectif « arrêt de la centrale de Lemoniz » a été précédé et accompagné de réflexions approfondies sur la consommation et le mode de vie ; il s'agissait de condamner la logique productiviste et d'imaginer et mettre en pratique des modes alternatifs. La mobilisation fut énorme, autour de fêtes, de réunions, d'actions, de manifestations (le 14 juillet 1977, 200 000 personnes à Bilbao). La lutte armée de ETA fut très importante pour arrêter Lemoniz (gelée en 1984) et bien acceptée socialement ; mais beaucoup d'autonomes virent d'un mauvais oeil ce protagonisme armé, parce qu'il leur semblait impropre à amener à une compréhension des choses qui allait bien au delà des dangers des centrales nucléaires.

#### Encart 2 : **Des militants venus de groupes très divers**

Les ZYX, des anarchistes qui forment d'abord le groupe « Libération », puis deviennent l'Organisation de Classe Anticapitaliste (OCA-EKA) entrent finalement dans le vaste domaine de l'Autonomie. De même les militants de l'OICE (Organisation de Gauche Communiste d'Espagne), qui prônent les conseils ouvriers. D'autres viennent de ETA, en majorité des anciens combattants, en désaccord avec l'évolution militariste de ETA. Il y a aussi quelques « minoritaires » de ETA VI, issue de la scission de 1972, qui approfondissent les relations entre pratique assembléeire et clandestinité. Ils se disent conseillistes mais acceptent l'activité du Parti et la nécessité de l'Unité de l'Etat espagnol. De ETA également, quoique indirectement, viennent ceux de LAIA (Parti des travailleurs basques révolutionnaires) et, en particulier, ceux de LAIA-EZ. LAIA est né en 1974 d'une séparation de ETA. Ses militants ont emprunté au marxisme tout ce qui convenait à un point de vue de gauche radical : les conseils ouvriers, la critique du stalinisme... Peu à peu, ses membres vont adopter des positions conseillistes et libertaires ; c'est alors que naîtra LAIA-EZ. Ils rencontreront les Commissions de travailleurs Anticapitalistes de Euskadi et, en 1975, la mouvance autonome.